

Cultures de Luites

Séminaire de sociologie des luites – 4^e édition.

23 janvier 2026 12h45 - 17h30

Salle 06.10, Bâtiment Rosa Parks, UMONS, Avenue Frère Orban.

Inscription souhaitée (avant le 21 janvier) : david.jamar@umons.ac.be

Les luites sociales font exister des situations inédites. Loin de résulter d'une quelconque « mécanique de l'histoire », ces luites cultivent leur environnement. Elles ne cessent de reprendre sur leur propre mode des éléments de contextes historiques ou culturels.

Elles font exister des figures qui alors se diffusent, mettent en scène des espaces publics, imaginent des alternatives. Elles affectent également qui y participe ou suggères de nouveaux attachements. Elles activent alors des « problèmes », se donnent des « causes » et font vivre des « publics » qu'elles nourrissent de leurs savoirs.

Ces luites, ces conflits doivent donc pouvoir être exploré.es depuis les actions qui les constituent, au plus proche de ce qui s'y trame.

Cette proximité à l'action suppose, de la part des chercheur.es, un engagement pour des terrains qui ne les laissent pas indifférent.es, qu'il s'agisse d'une sympathie assumée pour des objets à soutenir, des histoires à raconter, que d'une critique sans concession de mécaniques mortifères.

Cette exploration, à partir des travaux d'étudiant.es du METIS, prendra **quatre directions**. Il s'agira de voir comment des luites « font héritage », mais également comment la construction de personnages et figures fabriquent des continuités, de saisir comment durent et se déploient les problèmes publics et finalement comment ces actions se saisissent aussi par les affects qu'elles mettent au travail, les attachements qu'elles construisent ou qu'elles supposent.

Séminaire organisé dans le cadre du Master en Transitions et Innovations Sociales - METIS.

PROGRAMME

12h45. Accueil.

13h-13h50. Hériter, détourner, reprendre.

Transformer radicalement un espace social ne signifie pas pour autant inventer ex-nihilo l'ensemble de celui-ci. Une série de luttes sociales ou de séquences de celles-ci s'appuient plutôt sur une ré-invention ou une ré-interprétation, bref sur une culture de traditions héritées de longues dates ou qu'il s'agit de tordre d'une manière neuve. Comment s'y prennent-elles pour hériter, détourner, reprendre des motifs d'un monde préalable ? Par quels « arts », au sens parfois littéral de pratiques artistiques ?

- ***Poésie, témoin de la révolution : comment une jeunesse égyptienne a saisi une forme littéraire comme porte-voix et moteur d'organisation politique pendant les printemps arabes ?*** Fadwa Aaros
- ***On fabrique, on vend on se paie : LIP, c'est possible !*** Aloïs Waleckx

13h50-14h40. Figurer.

Dans ces situations, des personnages, des signes, des figures sont construits, entretenus, transmis ? Comment agissent-ils ? Comment sont-ils mis en scènes ? Que nous disent-ils des mouvements qui les portent ? Ces questions passionnantes ne nous feront pas oublier que ces constructions particulières – rapport à l'héritage, aux personnages mis en scènes – sont à analyser également au sein de mouvements profondément réactionnaires. Il s'agira alors aussi de voir comment les modalités de vie de ces figures diffèrent selon leurs inscriptions dans des projets politiques divergents (voire mortifères pour certains d'entre eux).

- ***One Peace contre les élites ? Vie et diffusion d'un drapeau dans des manifestations contemporaines.*** Ambre Léa-Lagast
- ***Fabriquer un martyr : anatomie d'une construction politique d'extrême-droite.*** Thomas Verschueren.

Séminaire organisé dans le cadre du Master en Transitions et Innovations Sociales - METIS.

• 15h00-16h30. Cultures publiques.

Intervenir dans l'espace public, l'occuper, que cela soit autorisé ou non, faire émerger une question « nouvelle », faire effraction dans le cours des choses : autant de manière de faire advenir publiquement des expériences d'abord étouffées. Si des arènes publiques se déploient, c'est alors que les premières actions ont pu être « reprises », « traduites », « réappropriées » de manière originale. Comment des cultures propres aux mouvements vivent-elles ? Comment les publics durent-ils ? Cette session fera sentir que ces transmissions et cultures de luttes ne sont jamais a priori garanties.

- ***Entre occupation et non-violence : la mobilisation féminine infatigable de Greenham Common.*** Zoé Rousseau
- ***Comment Ni una menos a transformé le féminicide en un « problème public » ?*** Alice Tiranelli
- ***« Bloquer tout le 10 septembre » : un mouvement rassemblant une société divisée.*** Audrey Delwaide
- ***Génération Z au Maroc et activisme social : quand les espaces numériques deviennent des arènes de publicisation.*** Youssra Akki

16h30-17h45. « In situ ». S'attacher autrement.

Faire vivre un lieu dans le réel et dans les imaginaires, l'occuper, mettre en place une alternative, dessiner les contours d'un nouveau projet, voilà autant d'actions qui mettent au travail l'imagination. Comment de (nouveaux) attachements se construisent-il in situ, au fil d'une action collective, ou sur un mode mineur, au sein d'un territoire ?

- ***Les terrils de Wallonie : de l'émergence de l'objet aux constructions d'attachements.*** Clotilde Gillain
- ***Vie ambiguë et drôles de voi(es) du contre-projet à l'A69.*** Maëlle Ginoux
- ***Tentatives de renversement de Leopold II. Lutttes afrodécoloniales en prises avec l'espace public bruxellois.*** Jean-Louis Makanga

17h45. Conclusions.

18h00. Cocktail dînatoire.

ABSTRACTS

« Hériter, détourner, reprendre »

Poésie, témoin de la révolution : comment une jeunesse égyptienne a saisi une forme littéraire comme porte-voix et moteur d'organisation politique pendant les printemps arabes ?

Fadwa Aaros

Alors que le nouveau musée du Caire permet au nouveau régime égyptien de Sissi de revendiquer l'identité nationale bien loin de l'ancien musée de la Place Tahrir, le souffle de mouvement de 2011 semble bien loin. Si depuis ces printemps arabes, de nombreux auteurs sont revenus sur les éléments et spécificités locales de chacune des reprises de ces révolutions qui se sont nourries et inspirées, un article publié dans l'*American Ethnologist* en 2012, R. Saad s'intéressait au Triomphe de la poésie. Cet "instant" dans la révolution égyptienne qui aurait été accueilli avec légèreté par l'élite intellectuelle, et qui contre toutes attentes s'est avérée être le porte-voix des revendications politiques d'une jeunesse mobilisée sur les premiers espaces numériques. Cette recherche vise à se questionner sur le caractère relationnel de la politique tel que défendu par J. Leca dans le *Repérage du politique* (1973). Car dans cette arène, la poésie comme art oratoire a su s'imposer comme connecteur d'une jeunesse égyptienne représentée par ses figures de martyr tel que Khaled Said, brutalisé par la police en juin 2010.

Sur base d'un florilège de poèmes récoltés pendant la révolution égyptienne, nous tâcherons d'explorer le fond et la forme des poèmes. Sur le fond, d'abord, cette retranscription fera ressortir les revendications, les thématiques générales, mais également les singularités de chaque texte. Nous verrons comment la faim, le manque de moyens, le sentiment de ne pas être reconnu ou d'avoir son existence bafouée sont des constantes dans ces derniers. Connaître ces revendications nous permettra de nous pencher sur la forme. Au regard du travail de D. Cefai (2016) sur le processus de figuration, l'utilisation de la poésie comme cadre de fabrication d'une identité jeune, Égyptienne cristallisée dans des mises en scènes et des récits qui se voulaient collectifs et résonants. Ici, l'art oratoire n'est pas seulement un choix comme un autre mais bien inscrit dans un héritage culturel. Profondément enraciné dans la culture arabe comme présenté dans l'essai de M. Booth (1992). Cet art oratoire, repris par toutes les franges de la société s'est également accompagné de mobilisations physiques et numériques organisées par les jeunes Égyptiens.

Comprendre comment se sont articulées les revendications de la révolution à travers l'outil poétique nous permettra de questionner l'utilisation même de cette dernière. Nous nous intéresserons à la formulation de Saad R. dans son article *The Egyptian revolution: A triumph of poetry* (2012), son triomphe de la poésie sur les sciences sociales, qui agit peut-être comme le témoin de l'expérience de cette jeunesse qui a su saisir un héritage. La poésie fonctionne pour ici comme opérateur d'analyse, de compréhension, d'organisation. Afin de se définir et de s'émanciper d'experts rationnels persuadés qu'ils n'avaient rien à attendre de cette jeunesse millennial du début des années 2010.

Mots-clés : poésie, printemps arabe, mobilisation, processus de figuration, le politique

Séminaire organisé dans le cadre du Master en Transitions et Innovations Sociales - METIS.

Bibliographie :

- Leca, J. (1973). Le repérage du politique. *Projet*, 71(1), 11–24.
- Cefai, D. (2016). Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ? *Questions de communication*, 30(2), 25–64. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10704>
- Saad, R. (2012). The Egyptian revolution: A triumph of poetry. *American Ethnologist*, 39(1), 63–66. <https://doi.org/10.1111/j.1548-1425.2011.01348.x>
- Booth, M. (1992). Colloquial Arabic poetry, politics, and the press in modern Egypt. *International Journal of Middle East Studies*, 24(3), 419–440. <https://doi.org/10.1017/S0020743800021966>
- Kullina Khaled Said. (n.d.). Kullina Khaled Said (We Are All Khaled Said) [Page Facebook]. <https://www.facebook.com/EIshaheed>

Séminaire organisé dans le cadre du Master en Transitions et Innovations Sociales - METIS.

On fabrique, on vend, on se paie : LIP c'est possible !

Aloïs Waleckx

Dans le sillage de Mai 68, l'affaire LIP (1973-1976) apparaît comme l'une des expériences d'autogestion les plus audacieuses du monde ouvrier français.

Héritiers directs des imaginaires et des pratiques de Mai 68, tels que le refus de la verticalité, la création d'assemblées générales et des slogans comme « Le pouvoir aux travailleurs ! », les LIP ne se sont pas simplement contentés de résister, ils ont innové en élargissant un répertoire d'action collective et de représentations publiques (assemblée, prises de parole et mobilisations).

En effet, face à un plan social catastrophique et une fermeture annoncée, véritable situation de troubles, ils relancent la production, s'opposent frontalement aux circuits de distribution classiques et contournent l'ordre établi en passant par des réseaux de ventes underground via des comités de soutien, des librairies militantes et des marchés parallèles, constituant progressivement, une arène publique où se discutent responsabilités, solutions et légitimités.

Cet engouement exceptionnel et historique : produire, vendre et se payer sans patron ni banquier bouscule l'État, embarrasse les politiques et montre qu'il est possible pour les travailleurs de contrôler leur outil de production.

Mais pourquoi cette histoire résonne encore aujourd'hui et réveille de vieux rêves dans les milieux militants ?

Parce que LIP met en évidence des questions toujours d'actualité : la question de la souveraineté du travail face aux nombreuses délocalisations, légitimité des contre-pouvoirs dans les milieux professionnels, convergences des luttes et j'en passe..., des enjeux qui, une fois mis en débat, fabriquent des publics, et des problèmes publics.

Dans cette perspective, LIP illustre comment une mobilisation se stabilise quand elle parvient à articuler organisation, ressources et performances dans une interaction durable avec des adversaires.

L'héritage de l'affaire LIP ne se limite pas à une simple anecdote mais constitue un héritage idéologique unique liant autogestion, syndicalisme offensif et solidarité de classe, qui nourrissent encore des débats chez les militants.

Cette présentation basée sur des articles journalistiques, interviews d'ouvriers et de nombreux films et vidéos de l'époque des événements, est l'occasion pour moi de vous parler de LIP non pas comme d'une parenthèse historique mais plutôt comme d'un laboratoire politique ayant prouvé que « LIP, c'est possible ! ».

Mots clés : Mai 68, Plan social, Outil de production, Arène publique, Problèmes publics, Syndicalisme, Solidarité de classe, Laboratoire politique.

Séminaire organisé dans le cadre du Master en Transitions et Innovations Sociales - METIS.

« Figurer »

One Piece contre les élites ? Vie et diffusion d'un drapeau dans des manifestations contemporaines.

Ambre-Lea Legast

Cette publication analyse l'appropriation et l'utilisation de symboles issus de la pop culture dans les mouvements contestataires contemporains. Elle se concentre sur l'œuvre "One Piece" en se concentrant sur l'usage du drapeau pirate comme symbole de contestation des élites. La culture populaire se révèle actuellement être un moyen d'expression politique permettant à des jeunes de formuler des revendications sociales et une critique des rapports de domination dans un langage commun, immédiatement reconnaissable et transnational.

Dans la lignée des travaux sur l'action collective (Tilly 1978), l'émergence de symboles fictionnels dans l'espace protestataire invite à interroger les transformations contemporaines des formes de mobilisations. Cette publication cherche ainsi à comprendre pourquoi One Piece, plutôt qu'une autre œuvre de fiction, a servi de ressource symbolique à des mouvements sociaux dans des contextes nationaux variés. Pour ce faire, l'analyse propose d'examiner l'œuvre en elle-même afin d'en dégager les principales thématiques politiques et sociales et ainsi d'examiner la figure centrale du protagoniste, Luffy, comme incarnation d'un imaginaire de contestation.

L'analyse s'attache ensuite à montrer comment ces narratifs sont appropriés, réinterprétés et utilisés par la jeunesse. En s'appuyant sur les apports de Gabriel Tarde concernant la diffusion des pratiques et des symboles, il s'agit de mettre en lumière la manière dont le drapeau de One Piece est repris différemment selon les contextes sociaux, politiques et culturels. Une attention particulière est portée au cas du Népal, où la jeunesse a activement utilisé ce drapeau comme moyen contestataire.

D'un point de vue méthodologique, cette publication repose sur l'analyse d'images de manifestations, de contenus numériques et de publications sur les réseaux sociaux, afin d'observer les usages concrets, les mises en scène et les significations attribuées au symbole dans l'espace public et numérique. L'objectif est de montrer que ces objets culturels ne sont pas de simples signes graphiques, mais des supports symboliques puissants qui facilitent la prise de parole de la jeunesse et la mise en réseau des mobilisations contemporaines.

Mots-clés : Pop culture - Mouvements sociaux - Jeunes - Symboles politiques - Diffusion - One Piece

Fabriquer un martyr : anatomie d'une construction politique d'extrême-droite.

Thomas Verschueren

« Ce n'est pas la peine qui fait le martyr, mais la cause. » Alors que la mort est souvent représentée comme la fin de toute chose, la figure du martyr démontre le contraire. L'objectif de cette intervention sera de mettre en lumière les processus de construction du martyr dans les sphères d'extrême droite contemporaines. Deux thématiques rarement étudiées ensemble. Nous analyserons ce phénomène en deux temps : d'abord, en étudiant les mécanismes qui permettent l'émergence de la figure du martyr ; ensuite, en observant comment cette figure, une fois stabilisée, circule et contribue à façonner des identités politiques, tout en alimentant des dynamiques de radicalisation transnationale.

Pour ce faire, différents cas seront mobilisés, comme celui d'Anders Behring Breivik, terroriste néonazi norvégien, qui — bien qu'il n'ait pas trouvé la mort lors de son attaque — se retrouve paradoxalement présenté comme un martyr. Élaboration d'un récit, mise en scène, opérations de cadrage émotionnel et idéologique, diffusion médiatique... plusieurs aspects doivent être pris en compte pour comprendre comment se construit cette dynamique en deux temps. Cette analyse s'appuie sur un recensement documentaire et médiatique, allant de sources scientifiques à des contenus provenant de la sphère d'extrême droite. La sociologie de l'action collective développée par Daniel Cefaï (Cefaï, 2016) constituera également un outil d'analyse central, notamment pour éclairer la dimension parfois théâtrale, voire dramaturgique, de ces processus.

Pourquoi et comment certains individus deviennent-ils de véritables martyrs, tandis que d'autres demeurent dans l'ombre ? Par cette communication nous chercherons également à montrer que la fabrication du martyr elle-même ne repose pas uniquement sur les actions violentes elles-mêmes, mais sur un écosystème narratif, militant, médiatique où certaines communautés en ligne participent ensemble à la sacralisation d'un individu ou d'un événement. Nous verrons comment ces récits circulent entre différents espaces numériques, se transforment en symboles mobilisateurs et finissent par alimenter des imaginaires politiques profondément ancrés. C'est pourquoi un ouvrage comme « *Politique(s) du conflit* », (Tilly, 2015) constituera une base théorique solide pour comprendre comment ses mises en scènes influencent les cadres politiques. En analysant les usages stratégiques du martyre, nous mettrons en évidence la manière dont ces figures servent à légitimer des causes, renforcer la cohésion de groupes radicaux et maintenir une tension permanente entre victimisation et héroïsation. Ce faisant se pencher sur les martyrs offre une nouvelle approche de l'extrême droite rarement investie.

Mots clefs : martyr, extrême droite, diffusion, mise en scène

Bibliographie

Tilly, C., Tarrow, S. (2015) *Politique(s) du conflit : De la grève à la révolution*. (2e éd.). Presses de Sciences Po.
Cefaï, D. (2016). Publics, problèmes publics, arènes publiques... *Questions de communication*, 30, 25–64.

Séminaire organisé dans le cadre du Master en Transitions et Innovations Sociales - METIS.

Entre occupation et non-violence : la mobilisation féminine infatigable de Greenham Common.

Zoé Rousseau

Au début des années 1980, dans un contexte international marqué par les tensions de la guerre froide, les discours médiatiques britanniques diffusent l'idée qu'en cas d'attaque nucléaire, les citoyen.nes ne disposeraient que de quelques minutes pour tenter de protéger leur vie et celle de leurs enfants. Alors que l'angoisse et la peur sont à leur paroxysme, la population se voit forcée d'accueillir des missiles américains sur son territoire. C'en est trop. Face à cette installation imposée, la contestation émerge. Le 27 août 1981, des dizaines de femmes entreprennent une marche de plus de deux cents kilomètres reliant Cardiff à la base aérienne de Greenham Common, là où seront entreposés les missiles. Si leur volonté initiale est d'adresser une lettre ouverte permettant le débat entre les politiques et la population concernant la présence des armes nucléaires, les militantes prendront rapidement conscience des limites de leur intervention pour atteindre leur objectif. Plusieurs d'entre elles prendront alors la décision de s'enchaîner aux barrières limitant le périmètre de la base. Leurs revendications sont claires : éloigner la menace nucléaire afin d'offrir des possibilités d'avenir à leurs enfants. Cette action militante, qui passe alors presque inaperçue dans les médias, sera en réalité le premier pas d'une longue série de mobilisations qui durera près de 20 ans. Attachées à leur principe de non-violence, les femmes de Greenham Common déborderont de créativité pour faire entendre leurs voix. Malgré des conditions de vie précaires, une répression institutionnelle et une forte entreprise de disqualification médiatique, des milliers de femmes se succéderont sur le camp pendant près de vingt ans, créant l'une des mobilisations féminines les plus marquantes de l'histoire britannique contemporaine.

Cette contribution propose d'analyser le camp de femmes de Greenham Common comme une action collective de longue durée en interrogeant les conditions ayant permis sa persistance dans le temps. À partir d'analyses de contenus et de témoignages disponibles sur internet, mobilisés en dialogue avec les apports théoriques de Cefaï (2016) et de Starhawk (2019, 2021), ce travail visera à retracer la genèse du mouvement, à examiner le fonctionnement quotidien du camp et à analyser la pluralité des formes de mobilisation déployées au fil des années. L'objectif final sera ainsi d'ouvrir une réflexion sur les héritages politiques, féministes et militants laissés par le camp pour la paix des femmes de Greenham Common.

Mots-clés : mobilisations, longue durée, féminisme, anti-nucléaire, non-violence, pacifisme, mères.

Bibliographie

Cefaï, D. (2016). *Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ?* Questions de communication, 30(2), 25-64. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10704>.
Starhawk. (2019). *Quel monde voulons-nous ?* (I. Stengers, trad.). Cambourakis.
Starhawk. (2021). *Comment s'organiser ? Manuel pour l'action collective* (G. Chognard, trad. ; I. Frémeaux & J. Jordan, préf.). Cambourakis.

Comment Ni una menos a transformé le féminicide en un "problème public" ?

Alice Tinarelli

Ma recherche part d'une question simple et en même temps complexe, comment en sommes-nous arrivés à considérer le féminicide non plus comme un drame privé, mais comme un problème public central. En suivant l'approche pragmatiste de Dewey, je comprends la genèse de Ni Una Menos comme le résultat d'un processus par lequel des expériences traumatiques, initialement dispersées et réduites au silence, sont reconnues, articulées et transformées en objet d'enquête collective. L'augmentation des féminicides produit un trouble qui brise la continuité de la vie quotidienne et pousse individus et collectifs vers un travail de recherche, d'expérimentation et de dénonciation.

Le féminicide ne devient public ni par une simple nomination discursive, ni par la seule médiatisation des cas, mais à travers un processus écologique, tel que le décrit Cefaï, qui implique des perceptions sensibles, des récits, des données, des médias, des institutions et des pratiques corporelles (Cefaï, 2016b) (Cefaï, 2016b). L'arène publique qui (Cefaï, 2016b) se forme autour de « *Ni Una Menos* » est mobile, plurielle et en constante expansion. En attirant de nouveaux acteurs, journalistes, activistes, familles, ONG, expertes, institutions, elle génère des émotions partagées, produit des interprétations alternatives, connecte le problème à d'autres questions publiques, justice, école, police, politiques sociales, et s'auto-alimente à mesure que la mobilisation s'intensifie. Dans ce processus, le féminicide acquiert de nouvelles dimensions, il passe du privé au public, puis au transnational, donnant lieu à de nouveaux discours, de nouvelles pratiques de protestation et à l'entrée de nouveaux acteurs. Autrement dit, le mouvement contribue à réécrire le patriarcat comme question politique et historique, et non comme destin individuel.

L'intervention de Ni Una Menos s'articule à travers les répertoires de l'action collective décrits par Tilly, marches, lectures publiques, performances, rituels corporels, photographies politiques, auxquels s'ajoutent les répertoires numériques, notamment #NiUnaMenos, qui permettent un changement rapide d'échelle de la mobilisation. Ces pratiques rendent la dénonciation visible, crédible et partageable, transformant l'indignation privée en revendication publique selon les critères de worthiness, unity, numbers, commitment.

Dans le sens proposé par Barthe, le mouvement augmente également la discutabilité du problème, il rouvre l'histoire qui avait rendu les féminicides socialement tolérables, pluralise les regards, prolonge la vie publique du problème et maintient ouverte la négociation de son sens et de ses solutions.

Mon analyse s'appuie sur des matériaux hétérogènes : recherches académiques, documents issus du mouvement, contenus numériques, observation directe et témoignages, qui me permettent de suivre empiriquement la formation de ces répertoires hybrides et de comprendre comment Ni Una Menos a contribué à définir le féminicide comme un problème public et politique.

Mots-clés : #niunamenos ; mouvement social féministe ; féminicide ; revendication ; méthodologie qualitative.

Séminaire organisé dans le cadre du Master en Transitions et Innovations Sociales - METIS.

Bibliographie

- Barthe, Y. (2002b). Rendre discutable. Le traitement politique d'un héritage technologique. *Politix*, 15(57), 57–78. <https://doi.org/10.3406/polix.2002.1207>
- Bedrosian, A. (2022). How #NiUnaMenos used discourse and digital media to reach the masses in Argentina. *Latin American Research Review*, 57(1), 100–116. <https://doi.org/10.1017/lar.2022.6>
- Carlborg, N. (2024). *Bridging Theory and Activism: Exploring the Ni Una Menos Movement in Argentina through Political Process theory and Feminist Lens* [MA thesis, Malmö University]. <https://www.diva-portal.org/smash/get/diva2:1867888/FULLTEXT02.pdf>
- Cefaï, D. (2016b). Publics, problèmes publics, arènes publiques. . . *Questions De Communication*, 30, 25–64. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10704>
- De La Paz Toscani, M., Rosa, P., & Vidoso, R. (n.d.). 'Ni Una Menos' Practices, Aims and Achievements of a Grassroots Women's Movement against Femicide and Patriarchal Relations in Argentina. In *Unsettled Urban Space* (1st ed., pp. 202–213). Routledge.
- Tilly, C., & Tarrow, S. (2006). *Contentious Politics*. Oxford University Press.
- Tilly, C., & Tarrow, S. (2008). Politique(s) du conflit. In *Presses de Sciences Po eBooks*. <https://doi.org/10.3917/scpo.tilly.2008.01>

Séminaire organisé dans le cadre du Master en Transitions et Innovations Sociales - METIS.

« Bloquer tout le 10 septembre » : un mouvement rassemblant une société divisée

Audrey Delwaide

Le mouvement du 10 septembre en France s'inscrit dans un contexte socio-économique particulièrement tendu. L'économie nationale, fragilisée, se heurte à une dette publique jugée urgente. C'est dans ce cadre qu'une nouvelle proposition budgétaire est déposée par François Bayrou jugeant qu'un effort collectif était indispensable pour réduire la dette publique avec notamment une nouvelle révision du système de retraite et la suppression de deux jours fériés. Face à ces nouvelles mesures, une grande partie des citoyens français manifestent un sentiment de « ras-le-bol », jugeant que la politique menée par le gouvernement sert davantage des intérêts contraires aux leurs. C'est dans ce climat que l'appel à « tout bloquer » le 10 septembre a émergé. Ce mouvement s'est vite construit et étendu jusqu'à toucher de nombreux groupes au sein de la population française avec des idées, des valeurs et des intérêts variés voire opposés. Ainsi, le 10 septembre se caractérise par l'homogénéité de ses membres et de ses revendications au point que le seul consensus parmi les participants de ce mouvement soit le choix de la date d'action.

Cette communication a pour but de retracer et analyser ce mouvement et ses impacts à partir d'une analyse documentaire (presse écrite, réseaux sociaux, reportages,...). Ces informations permettront d'établir un tableau des acteurs impliqués directement ou indirectement dans ce mouvement tout en déterminant les différents points de vue et intérêts défendus par ces acteurs ainsi que les répertoires d'actions (Tilly 2006) qu'ils mettent en place pour les défendre. Une sociologie de ce mouvement particulier interroge ses suites éventuelles ainsi que l'état de l'action collective en France de nos jours.

Le mouvement « bloquons tout » traduit un clivage qui s'opère dans la société face à la fragilisation du système économique et politique. Sa particularité réside dans son hétérogénéité interne reflétant ces clivages. Ces divergences portent autant sur les méthodes que sur les revendications et les valeurs défendues. C'est d'ailleurs sur base de ce désaccord qu'intervient un grand nombre d'acteurs « périphériques » (partis politiques, syndicats,...) qui se greffent au mouvement ou s'en éloignent en fonction de leurs intérêts.

Mots clés : rapports de force, mobilisation, pauvreté, pouvoir d'achat, syndicats, clivage politique

Gen Z au Maroc et activisme social

Youssra Akki

Cette recherche s'intéresse au mouvement « Génération Z 212 », une mobilisation protestataire juvénile apparue récemment au Maroc, caractérisée par l'absence d'encadrement institutionnel, de structuration partisane ou d'affiliation idéologique formelle. Ce mouvement s'inscrit dans un contexte national et international marqué par la montée en visibilité de formes d'action collective portées par la génération Z, dans lesquelles les réseaux sociaux jouent un rôle central dans la circulation des mots d'ordre, la coordination des mobilisations et la construction d'une identité collective.

Un élément central de cette mobilisation réside dans la diversité socioprofessionnelle des protestataires appartenant à la Génération Z 212. Contrairement aux représentations souvent réductrices de la jeunesse contestataire, le mouvement regroupe des profils hétérogènes : étudiants universitaires, jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, titulaires de diplômes élevés sans accès à l'emploi, mais également des personnes durablement précarisées, confrontées à l'exclusion du marché du travail. Cette hétérogénéité sociale met en évidence un malaise structurel profond, lié à la dévalorisation du capital scolaire, à l'affaiblissement des mécanismes de mobilité sociale et à un sentiment largement partagé d'injustice sociale. Les revendications portées par le mouvement sont principalement sociales et renvoient aux droits économiques et sociaux fondamentaux. Elles concernent notamment la réforme urgente de l'enseignement public, le renforcement du système de santé, la lutte contre la corruption et l'amélioration des opportunités d'insertion professionnelle pour les jeunes. Les protestataires dénoncent également ce qu'ils qualifient de « Maroc à deux vitesses », en référence aux déséquilibres entre les investissements consacrés à des projets de grande visibilité internationale et le sous-financement persistant des services publics essentiels.

L'analyse de cette mobilisation repose sur des matériaux empiriques variés, comprenant des images, des vidéos et des contenus diffusés sur les réseaux sociaux, qui permettent de saisir le passage d'une mobilisation initialement numérique à une présence physique et visible dans l'espace public. Ces supports montrent comment une parole juvénile, d'abord confinée aux espaces numériques, a progressivement investi la rue, contribuant à structurer un répertoire d'action collective fondé sur la visibilité, la performance symbolique et la revendication pacifique. Cette étude intègre également une dimension expérientielle et réflexive, à travers un témoignage personnel de participation directe se moi meme aux manifestations. En tant que membre du mouvement, j'ai pris part à une journée de protestation particulièrement marquante, au cours de laquelle les revendications ont été exprimées par des chants, des slogans et des pancartes. Cette immersion de terrain m'a permis d'observer de l'intérieur la réalité vécue par de nombreux jeunes diplômés, dont je fais partie, disposant de qualifications élevées mais confrontés à l'absence de débouchés professionnels. Cette expérience personnelle constitue un matériau analytique permettant de mieux comprendre les logiques d'engagement, les émotions collectives et le sentiment de déclassement qui traversent une partie importante de la jeunesse marocaine.

Enfin, ces mobilisations ont démontré leur capacité à produire des revendications audibles et à ouvrir un débat public sur les priorités sociales, notamment dans le secteur de la santé. Bien que les réponses institutionnelles restent limitées et parfois ambiguës, les autorités ont reconnu la nécessité d'engager certaines réformes, laissant entrevoir des transformations à venir. Quelles que soient les limites de ces annonces, le mouvement « Génération Z 212 » a réussi à

Séminaire organisé dans le cadre du Master en Transitions et Innovations Sociales - METIS.

transformer une contestation largement numérique en une action collective visible et socialement significative, capable de porter la voix des jeunes dans l'espace public.

Afin d'analyser ces formes émergentes de mobilisation, cette recherche mobilise principalement les travaux de Charles Tilly sur les répertoires d'action collective, la visibilité des mobilisations et les dynamiques protestataires, ainsi que ceux de Sylvain Cefaï relatifs aux processus d'engagement, au rôle des émotions et à la construction des arènes publiques. Ces cadres théoriques offrent des outils particulièrement pertinents pour comprendre un activisme juvénile structuré à l'intersection des espaces numériques et de l'action collective dans l'espace public.

Mots-clés : Jeunesse – crise sociale – réseaux sociaux – mobilisation

Séminaire organisé dans le cadre du Master en Transitions et Innovations Sociales - METIS.

Les terrils de Wallonie : de l'émergence de l'objet aux constructions d'attachements.

Clotilde Gillain

De la riche période industrielle qu'a connu la Wallonie dès le XIX^e siècle ne subsistent que quelques éléments matériels. Parmi eux, les terrils sont les plus nombreux et les plus facilement identifiables dans les paysages anciennement miniers de la région. Toutefois, contrairement à d'autres éléments témoignant de l'exploitation du charbon (bâtiments, chevalements, hauts-fourneaux, ...), les terrils n'ont pas été érigés pour servir l'industrie extractive mais se sont imposés dans les paysages par leur statut d'amas de déchets issus de cette industrie.

À partir des années septante, ces amas de déchets ont attisé l'intérêt d'une société souhaitant les exploiter afin d'en extraire du charbon résiduel. Cet intérêt a donné naissance aux premières mobilisations citoyennes pour la sauvegarde des terrils tels qu'ils avaient été façonnés au départ. Au sein des quartiers anciennement industriels, les terrils étaient en effet devenus le terrain de jeu des enfants et s'étaient bien intégrés dans le paysage quotidien des habitants.

Dans les années qui suivirent, d'autres projets jugés destructeurs par certaines personnes ont aussi été sources de mobilisation citoyenne. La végétalisation (spontanée et/ou planifiée) des terrils a assurément contribué à changer leur image, passant du noir au (partiellement) vert.

Aujourd'hui, si la volonté d'y trouver du charbon résiduel n'est plus d'actualité, les terrils restent au cœur de projets de reconversion économique et de conflits d'intérêts et d'idées ; la mobilisation citoyenne continue dès lors d'être un moyen de lutter contre un projet non-désiré.

Au-delà de l'amas de déchet qu'il était au départ, nous étudierons donc, sur base des recherches menées par Antoine Hennion (2004) sur la construction du goût, les constructions d'attachements au Terril pratiqué et au Terril sanctuarisé. Et effet, l'image (évolutive) qu'on se fait d'un terril « fait mobiliser » (Bruno Latour, 2000) les personnes qui y sont attachées, faisant donc, par là-même, évoluer l'attachement.

En plus des mobilisations actuelles diffusées via divers médias (articles de presse, réseaux sociaux), cette analyse sera également alimentée par deux entretiens individuels réalisés avec des personnes s'étant impliquées dans la préservation de l'image qu'elles se faisaient d'un même terril.

Mots-clés : Terrils, attachements, pratiques locales, mobilisation citoyenne, intérêts multiples, conflits d'idées.

Vie ambiguë et drôles de voi(es) du contre-projet à l'A69

Maëlle Ginoux

Le 27 février 2025, le tribunal administratif de Toulouse annule l'autorisation environnementale du projet A69 reliant Castres et Toulouse, reconnaissant l'« absence de raison impérative d'intérêt public majeur ». Mais après appel, les travaux reprennent dès le 27 mai : pompages nocturnes, destruction du vivant, cadences accélérées. Cette reprise marque une défaite militante, mais elle ne clôt pas la dynamique de lutte. Au contraire : elle fait réapparaître le contre-projet Une Autre Voie, porté par l'urbaniste Karim Lahiani et le collectif citoyen « La Voie est Libre » qui continue à générer idées, des récits et des alternatives alors que le chantier avance.

Ce contre-projet longtemps mis de côté devient un prisme pour observer la situation actuelle : il révèle « un assemblage de frictions » où se négocient d'autres manières d'habiter et de faire territoire, malgré ou à la suite de l'avancée de cette autoroute. Loin d'être un simple document, autour s'organise et se créent des discussions, des débats sur les réseaux sociaux, des savoirs et de nouveaux attachements sensibles. Le contre-projet matérialise et maintient des alliances fragiles entre habitants, experts, institutions et éléments non humains.

En suivant ce que les objets, les infrastructures et les discours font faire, il devient possible de comprendre comment se recomposent les collectifs d'action et comment se fabrique une vision du « bien commun écologique ».

Plus largement, j'interroge dans cette construction comment une initiative citoyenne localisée peut encore, dans un contexte de reprise des travaux, rouvrir l'imaginaire des possibles et continuer d'expérimenter d'autres manières de faire territoire non pas malgré la défaite mais à partir de la défaite.

Cette communication s'appuiera sur l'analyse de documents de littérature grise, articles, récits militants, matériaux visuels (films, photos), observation d'une conférence publique et étude des discours des promoteurs et opposants. Cette diversité de sources nous permettra de suivre les chaînes d'attachements, les disputes, les objets et les formes de vie qui se recomposent autour du projet depuis février 2025. In fine, cela nous permettra d'éclairer ce qui apparaît dans « les ruines » et les « frictions » (Tsing, 2017, chap. 3) : les différents attachements sensibles révélés par le contre-projet et les manières de vivre alternatives.

Mots clefs : Contre-projet ; frictions ; attachements sensibles ; écologie sociale ; infrastructures

Bibliographie

Tsing, A. L. (2017). De quelques problèmes d'échelle (chap.3). Dans *Le champignon de la fin du monde : Sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme* (pp. 77-85). Paris : La Découverte/ Les Empêcheurs de penser en rond.

Gilabert, C. (2022, août) « Anna L. Tsing : « S'unir dans un monde en ruines » ». Dans *Socialter*, (53), 11-17.

Tentatives de renversement de Leopold II. Luttres afrodécoloniales en prises avec l'espace public Bruxellois.

Jean-Louis Makanga

Ce travail analyse la contestation contemporaine de la figure de Léopold II en Belgique, traditionnellement présentée comme celle d'un « roi bâtisseur », à partir d'un événement précis : la mobilisation du 17 décembre organisée au pied de la statue de Léopold II, place du Trône à Bruxelles. En prenant cet épisode comme point d'entrée empirique, l'analyse s'inscrit dans une perspective historique visant à mettre en évidence la continuité des critiques adressées à la mémoire coloniale belge depuis le début du XX^e siècle jusqu'aux mobilisations décoloniales actuelles.

L'étude s'ancre théoriquement dans la sociologie de l'action collective, en mobilisant notamment les travaux de Tilly, et s'appuie également sur des approches critiques du racisme systémique et de la mémoire collective. Ces cadres permettent de comprendre pourquoi la mémoire coloniale demeure un enjeu central, conflictuel et fortement politisé dans l'espace public belge. Une attention particulière est accordée aux acteurs et actrices de la mobilisation, à leurs motivations, à leurs émotions politiques et à leurs stratégies symboliques. La proximité avec certaines personnes engagées dans les actions menées à Bruxelles permet de restituer ces mobilisations du point de vue de celles et ceux qui les produisent et de saisir le sens qu'ils attribuent à leurs gestes.

Les formes de contestation observées recouvrir les statues de peinture rouge, inscrire des qualificatifs tels que « sanguinaire », accrocher des mains coupées, déposer des bougies en mémoire des victimes congolaises ou encore installer des œuvres artistiques éphémères sont analysées comme des pratiques symboliques visant à perturber l'ordre mémoriel dominant. Ces actions ne se limitent pas à une dénonciation du passé colonial, mais établissent un lien explicite entre les violences coloniales et les inégalités raciales, sociales et institutionnelles du présent. Elles cherchent ainsi à transformer l'espace public en un lieu de confrontation politique et de production de significations alternatives.

Alors que ces gestes sont fréquemment considérés comme du « vandalisme » par les autorités publiques et certains médias, ce travail montre qu'ils s'inscrivent au contraire dans une histoire longue de la dénonciation des violences coloniales. Insister sur leur dimension politique, esthétique et historique permet de les analyser comme des formes d'action collective à part entière. Ces pratiques relèvent d'une culture de la contestation où l'esthétique devient un moyen central de rendre visibles des violences que l'ordre institutionnel tend à invisibiliser ou à neutraliser au nom de la préservation patrimoniale.

En replaçant les mobilisations actuelles dans la continuité des campagnes humanitaires, des enquêtes journalistiques et des dénonciations politiques du début du XX^e siècle, ce travail met en évidence une logique persistante : rendre visible une injustice longtemps marginalisée dans le récit national officiel. Les contestations de monuments apparaissent ainsi comme des outils essentiels de réécriture d'un récit national incomplet et comme des revendications de justice historique. Ce travail contribue à la sociologie des luttes en éclairant la continuité des mobilisations décoloniales et les mécanismes institutionnels qui tendent à les disqualifier, tout

Séminaire organisé dans le cadre du Master en Transitions et Innovations Sociales - METIS.

en interrogeant la manière dont l'espace public belge demeure structuré par une mémoire coloniale dominante.

Mots-clés : Mémoire coloniale, Action collective, Mobilisations décoloniales, Espace public, Violences coloniales, Tilly

Bibliographie

Tilly, C. et Tarrow, S. (2008). Chapitre 1 / La revendication. Politique(s) du conflit : De la grève à la révolution (p. 15-55). Presses de Sciences Po. <https://shs.cairn.info/politique-s-du-conflit--9782724610666-page-15?lang=fr>.

Séminaire organisé dans le cadre du Master en Transitions et Innovations Sociales - METIS.